

**Assemblée générale**

Soixante-sixième session

Documents officiels

Distr. générale
8 février 2012
Français
Original : anglais

Cinquième Commission**Compte rendu analytique de la 11^e séance**

Tenue au Siège, à New York, le vendredi 21 octobre 2011, à 15 heures

Président : M. Tommo Monthe (Cameroun)
*Président du Comité consultatif pour les questions administratives
et budgétaires :* M. Kelapile

SommairePoint 135 de l'ordre du jour : Planification des programmes (*suite*)Point 134 de l'ordre du jour : Projet de budget-programme pour l'exercice biennal
2012-2013 (*suite*)

*Construction de nouveaux locaux à usage de bureaux à l'Office des Nations
Unies à Nairobi*

*Avancement des travaux de construction de nouveaux locaux à usage de
bureaux à la Commission économique pour l'Afrique à Addis-Abeba*

Plan stratégique patrimonial de l'Office des Nations Unies à Genève

*Étude de faisabilité concernant les besoins en locaux des organismes des
Nations Unies à New York au cours de la période 2014-2034*

Le présent compte rendu est sujet à rectifications. Celles-ci doivent porter la signature d'un membre de la délégation intéressée et être adressées, *dans un délai d'une semaine à compter de la date de publication*, au Chef de la Section d'édition des documents officiels, bureau DC2-750, 2 United Nations Plaza, et également être portées sur un exemplaire du compte rendu.

Les rectifications seront publiées après la clôture de la session, dans un fascicule distinct pour chaque commission.

11-55843X (F)

**Merci de recycler**

La séance est ouverte à 15 h 10.

Point 135 de l'ordre du jour : Planification des programmes (suite) (A/C.5/66/L.3)

Projet de résolution A/C.5/66/L.3 : Planification des programmes

1. *Le projet de résolution A/C.5/66/L.3 est adopté.*

Point 134 de l'ordre du jour : Projet de budget-programme pour l'exercice biennal 2012-2013 (suite)

Construction de nouveaux locaux à usage de bureaux à l'Office des Nations Unies à Nairobi (A/66/7/Add.3 et A/66/336)

Avancement des travaux de construction de nouveaux locaux à usage de bureaux à la Commission économique pour l'Afrique à Addis-Abeba (A/66/7/Add.3 et A/66/351)

Plan stratégique patrimonial de l'Office des Nations Unies à Genève (A/66/7/Add.3 et A/66/279)

Étude de faisabilité concernant les besoins en locaux des organismes des Nations Unies à New York au cours de la période 2014-2034 (A/66/7/Add.3 et A/66/349)

2. **M. Sach** (Sous-Secrétaire général aux services centraux d'appui) présente les rapports du Secrétaire général concernant la construction de locaux à usage de bureaux à l'Office des Nations Unies à Nairobi (A/66/336) et à la Commission économique pour l'Afrique (CEA) à Addis-Abeba (A/66/351), le plan stratégique patrimonial de l'Office des Nations Unies à Genève (A/66/279) et les besoins en locaux des organismes des Nations Unies à New York au cours de la période 2014-2034 (A/66/349).

3. La construction de bureaux à Nairobi, commencée en mai 2009, était quasiment terminée en décembre 2010, conformément au calendrier et au budget établis. Le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) et le Programme des Nations Unies pour les établissements humains (ONU-Habitat) ont emménagé dans les nouveaux locaux entre janvier et mars 2011. À la date de septembre 2011, les locaux libérés par ces deux organismes avaient été réaffectés à d'autres institutions ou fonds et programmes des Nations Unies.

4. À la CEA, la collaboration étroite qui s'est instaurée avec les autorités nationales a eu des effets positifs dus également à l'accélération des travaux à partir de 2011. Toutefois, en raison de la pénurie locale de ciment, la date d'achèvement a été repoussée à août 2012. Plus de 30 % des travaux prévus ont été réalisés. Les projets annexes et les travaux d'aménagement du chantier sont menés à bien en coordination avec l'ensemble du programme. Ils ont été hiérarchisés, l'objectif étant que toutes les fonctions requises puissent être assurées à leur achèvement. L'équipe chargée de la gestion du projet à la CEA a été renforcée et bénéficie d'un appui concret du Siège.

5. Les erreurs commises par le cabinet d'étude lors de l'établissement du devis obligeront à prélever 734 000 dollars environ sur la réserve de 925 186 dollars constituée pour faire face aux imprévus. Tout sera mis en oeuvre sur le plan technique pour éviter des dépassements, mais le succès n'est pas garanti. On a établi le budget à prévoir pour la rénovation de la Maison de l'Afrique, que la CEA doit entreprendre en collaboration avec l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO) et l'Union africaine, et les travaux seront entrepris dès que les crédits seront disponibles.

6. En ce qui concerne le plan stratégique patrimonial de l'Office des Nations Unies à Genève, le Bureau des services centraux d'appui a travaillé en liaison étroite avec l'Office afin que ce plan tienne compte des pratiques qui se sont révélées les meilleures lors de l'établissement du plan-cadre d'équipement. On a défini les grands objectifs de résultat qui portent sur l'usage optimal des installations, le respect des règlements, la diminution de la consommation d'énergie, la mise à niveau des systèmes d'information et de communication et l'adoption de dispositions pour assurer la continuité du fonctionnement et des opérations.

7. Trois options différentes ont été recensées en tenant compte à chaque fois des besoins en locaux transitoires : exécution rapide (cinq ans); exécution par étapes à moyen terme (huit ans); et exécution par étapes à long terme (plus de 13 ans). L'option recommandée est l'exécution en huit ans : c'est la moins coûteuse et elle devrait permettre d'atteindre tous les grands objectifs fixés en perturbant le moins possible les opérations. Son coût est estimé à 618 millions de francs suisses environ.

8. Au cours de la prochaine étape, il faudra constituer l'équipe qui sera chargée de la gestion du projet, ce qui devrait coûter 1 164 600 dollars en 2012-2013, et s'assurer les services d'une firme de gestion programmatique dont le coût s'élèverait à 2,8 millions de dollars pour l'exercice. Sous réserve de l'accord du Parlement, le Gouvernement suisse versera une contribution de 50 millions de francs suisses pour financer des mesures d'économies d'énergie dans le cadre de la rénovation du Palais des Nations.

9. L'Assemblée générale ayant demandé l'élaboration d'une stratégie à long terme pour la gestion des locaux à usage de bureaux au Siège, y compris une étude détaillée sur la possibilité de construire un bâtiment sur la pelouse nord, on a réalisé une étude de faisabilité portant sur les besoins à satisfaire pendant la période 2014-2034, en tenant compte de divers facteurs concernant l'architecture, la sécurité et les relations avec la ville hôte. L'étude a été confiée à une agence d'architectes de renommée internationale, qui l'a réalisée sous la supervision d'un comité directeur composé de hauts responsables des organismes concernés, dont la mission était de donner des directives d'ordre général et de valider tous les principaux aspects de l'analyse effectuée. Les solutions envisagées consistent à édifier un bâtiment sur la pelouse nord, à faire l'acquisition d'un immeuble déjà bâti hors complexe, à construire un bâtiment hors complexe ou à louer des locaux hors complexe.

10. L'État de New York a autorisé la United Nations Development Corporation à construire un immeuble à usage de bureaux, le DC-5, à l'emplacement du terrain de jeux situé à l'angle sud-est du croisement de la 42^e rue et de la 1^{re} Avenue. Les collectivités locales doivent donner leur accord. Le Secrétaire général tient à souligner qu'en dépit des assertions des journalistes selon lesquelles la décision d'entreprendre ce projet est un fait acquis, le Secrétariat n'a encore pris aucun engagement, les parties intéressées étant pleinement conscientes que l'autorisation de l'Assemblée générale est nécessaire.

11. **M. Kelapile** (Président du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires), présentant le rapport pertinent du Comité consultatif (A/66/7/Add.3), dit que celui-ci se félicite que le calendrier et le budget prévus pour la construction de bureaux à Nairobi aient été respectés. Pour qu'on puisse en tirer les enseignements, le Comité consultatif

demande au Secrétaire général de procéder à une évaluation de l'exécution de ce projet.

12. Ayant pris note des retards subis par le chantier de construction à la CEA, le Comité consultatif se félicite des mesures prises par le gouvernement du pays hôte pour y remédier. Il encourage toutes les parties à poursuivre leur étroite collaboration de manière à résoudre rapidement tout autre problème qui pourrait se poser et il demande au Bureau des services centraux d'appui de continuer de fournir à la CEA l'appui et les conseils nécessaires pour ce qui est de la gestion du projet et des questions techniques.

13. S'agissant du plan patrimonial stratégique de l'Office des Nations Unies à Genève, le Comité consultatif a pris note de la détérioration du Palais des Nations et recommande d'autoriser le Secrétaire général à procéder à l'établissement d'un plan de mise en oeuvre détaillé et à une analyse des coûts de l'option à moyen terme (huit ans), qui satisfait à tous les critères définis tout en étant la moins coûteuse. Ce plan doit être établi sans préjudice des décisions que l'Assemblée générale sera appelée à prendre.

14. En ce qui concerne les besoins à long terme au Siège, le Comité consultatif, notant qu'il est désormais envisageable de construire un immeuble sur la 1^{re} Avenue, recommande de réévaluer l'option, privilégiée jusque là, qui consiste à construire un bâtiment sur la pelouse nord du complexe, compte tenu de la possibilité de signer avec l'UNDC un bail comportant une clause de location-achat. Une analyse détaillée des coûts, avantages et risques afférents à chaque option et des hypothèses sous-jacentes devra être présentée à l'Assemblée générale au plus tard à la deuxième partie de la reprise de sa soixante-sixième session.

15. **M^{me} Melon** (Argentine), parlant au nom du Groupe des 77 et de la Chine, dit que le Groupe s'intéresse de très près à la gestion du patrimoine immobilier de l'Organisation et à tous les travaux de construction entrepris par celle-ci.

16. Le Groupe se félicite que les nouveaux locaux construits à l'Office des Nations Unies à Nairobi aient été achevés avant l'échéance prévue et sans dépassement de crédit, un témoignage éclatant des avantages qu'il y a à gérer convenablement un projet. Avant l'adoption par l'Assemblée générale de la résolution 63/263, on pouvait craindre que les difficultés soient insurmontables : c'est seulement

après l'intervention de l'Assemblée en 2008 que le Siège de l'Organisation s'est attaché plus activement à coordonner et appuyer la gestion des biens et des chantiers de construction dans les bureaux extérieurs. L'un des facteurs positifs a été la création d'une unité chargée exclusivement de la gestion du projet. Le résultat est que le chantier a été réalisé dans les temps et avec l'enveloppe budgétaire prévue.

17. Le Groupe prend également note avec satisfaction des progrès réalisés dans la construction de bureaux à la CEA et, en particulier, de la coopération avec les autorités du pays hôte, qui a permis grâce à des mesures concrètes de supprimer rapidement les goulets d'étranglement. Il note que conformément à la résolution 65/259 de l'Assemblée générale, la CEA va procéder à la rénovation de la Maison de l'Afrique, en collaboration avec l'Unesco et l'Union africaine. Il espère que cette opération sera menée à bien dans les meilleurs délais.

18. Le Groupe des 77 et la Chine étudieront activement les conclusions et propositions figurant dans le rapport sur le plan patrimonial stratégique de l'Office des Nations Unies à Genève (A/66/279), qui présente les conclusions de l'étude technique et architecturale.

19. Le Groupe réaffirme comme il l'a toujours fait qu'il faut respecter l'intégrité architecturale du complexe de l'ONU à New York. Toute proposition visant à satisfaire les besoins du Siège en locaux additionnels doit être conforme à la conception d'origine. C'est en partant de ce principe et en tenant compte également des observations et recommandations du Comité consultatif que le Groupe étudiera les différentes propositions dont la Commission est saisie.

20. **M. Coffi** (Côte d'Ivoire), parlant au nom du Groupe des États d'Afrique, dit qu'il importe de bien entretenir et rénover toutes les installations de l'ONU où qu'elles se trouvent. Il se félicite de l'achèvement des travaux de construction de nouveaux bureaux à Nairobi. Il se félicite également que l'on ait entrepris de rénover les installations de la CEA, y compris la Maison de l'Afrique, un bâtiment dont la valeur historique doit être dûment prise en compte. Le Groupe veut recevoir des éléments d'information complémentaires sur la sécurité, le stationnement et les écarts entre le projet architectural et les travaux effectués. Enfin, lors des consultations, il demandera

également des précisions sur le plan stratégique patrimonial pour Genève et les besoins du Siège en bureaux.

21. **M. Dettling** (Suisse), parlant également au nom du Liechtenstein, rappelle que le Palais des Nations à Genève est un monument historique qui date de la Société des Nations. C'est le berceau du multilatéralisme et ses archives constituent la mémoire de la communauté internationale qui se doit de respecter cet héritage unique.

22. S'ils veulent que l'ONU soit forte et en mesure de mettre en oeuvre ses mandats, les États Membres doivent la doter d'infrastructures sûres, efficaces et opérationnelles. Le plan-cadre d'équipement est un moyen de répondre à cette exigence au Siège à New York. Le plan stratégique patrimonial jouera le même rôle dans le cas du siège européen de l'ONU à Genève.

23. La rénovation permettra de réorganiser les locaux de manière à dégager suffisamment d'espace pour accueillir 700 fonctionnaires supplémentaires et regrouper ainsi certains services au Palais, ce qui permettra de réaliser des économies non négligeables sur les frais de location. Le respect des normes locales et internationales en matière de prévention du feu, de sécurité, de salubrité et d'accessibilité des lieux sera enfin rendu possible. La modernisation des installations se traduira par une réduction de 25 % de la consommation d'énergie. Enfin, la rénovation complète mettra un terme à l'augmentation continue des frais d'entretien.

24. À cause de problèmes d'entretien de plus en plus fréquents, l'Office des Nations Unies à Genève risque bientôt de ne plus pouvoir offrir des installations fonctionnelles à ses utilisateurs. Se contenter comme à présent d'une approche purement réactive coûtera au bout du compte plus cher qu'une rénovation. Il est donc urgent d'agir : les travaux de construction doivent débuter dès que seront achevés ceux entrepris au Siège, à New York, au titre du plan-cadre d'équipement.

25. Les deux délégations conviennent que l'option à moyen terme (huit ans) est la plus économique et se félicitent que le Comité consultatif l'ait accueillie de manière positive. Elle permet d'atteindre les objectifs du projet tout en préservant la continuité fonctionnelle et opérationnelle de l'Organisation. Afin que la phase de planification et de préparation puisse se poursuivre ce retard, il est essentiel de prévoir les fonds

nécessaires dans le budget de l'exercice biennal 2012-2013.

26. L'engagement des États Membres est indispensable pour que l'Office des Nations Unies à Genève puisse rester un centre de diplomatie multilatérale. En sa qualité de pays hôte, la Suisse soutient pleinement ce projet et son gouvernement a décidé de faire une contribution volontaire de 50 millions de francs suisses pour financer les mesures d'économies d'énergie, sous réserve de l'approbation du Parlement suisse. Les autres États Membres sont invités à apporter eux aussi leur soutien à ce projet.

27. **M. Hassan** (Éthiopie) prend note avec satisfaction de l'état d'avancement des travaux de construction de nouveaux bureaux à la CEA. Grâce à l'étroite collaboration qui s'est instaurée entre la Commission et le Gouvernement hôte et au programme de construction accéléré mis en oeuvre par l'entreprise chargée du chantier, 30 % des travaux ont été réalisés.

28. Le Gouvernement éthiopien et la ville d'Addis-Abeba ont pris diverses mesures pour appuyer le projet, conformément à leur engagement de longue date aux côtés de la CEA. Ils ont notamment pris les dispositions voulues pour que les matériaux de construction soient livrés en temps utile. Le Gouvernement éthiopien continuera d'apporter un soutien sans réserve pour que les travaux puissent être menés à bien dans les délais prévus.

29. L'orateur salue les initiatives prises par la CEA, en collaboration avec l'Unesco et l'Union africaine, pour rénover la Maison de l'Afrique. Il faut faire de celle-ci une installation de conférence moderne comportant des lieux d'exposition et un musée.

30. Enfin, l'orateur note avec satisfaction que les nouveaux locaux construits à Nairobi sont entièrement occupés depuis mars 2011, et que le calendrier et le budget établis ont été respectés.

31. **M. Sach** (Sous-Secrétaire général aux services centraux d'appui) dit qu'il répondra lors des consultations officielles aux questions concernant les travaux en cours à Addis-Abeba. Le Secrétariat travaillera sur la base des recommandations du Comité consultatif, qu'il juge tout à fait acceptables.

La séance est levée à 16 h 5.